

SEUL

Non à la casse des statuts des enseignants !

Non à la masterisation !

Syndicat Etudiant Unitaire et Laïque

Preuve que la casse des statuts des enseignants et leur mise en concurrence ne va pas assez vite, voici la dernière déclaration du recteur de l'académie de Créteil, Jean-Michel Blanquer, qui avait déjà proposé le mois dernier de lutter contre l'absentéisme en mettant en place une cagnotte scolaire, les classes comprenant les élèves les plus assidus étant récompensées par une somme d'argent à dépenser dans le cadre de projets collectifs. Cette proposition, qui vise à pérenniser le manque de moyens chroniques des établissements de l'académie et à mettre davantage en concurrence les lycéens, est d'ore et déjà appliquée.

Le 26 novembre, le rectorat a envoyé une circulaire aux chefs d'établissements intitulée "Amélioration des pratiques liées au remplacement" et dont le contenu, tout simplement inadmissible par les élèves, les parents d'élèves et les enseignants, préfigure ce qui sera la situation générale d'ici quelques années dans l'éducation nationale. Jean-Michel Blanquer, propose ainsi aux chefs d'établissements de piocher "*dans (leur) entourage personnel ou parmi (leur) population de vie scolaire, des étudiants ou des personnes titulaires au minimum d'une licence ou ayant des compétences avérées qui pourraient venir valablement alimenter le vivier de contractuels ou de vacataires*". **Il prend ainsi acte de la politique de réduction du nombre d'enseignants titulaires pour les remplacer par des vacataires ou des contractuels, non formés, précaires et sous-payés, preuve que les besoins en enseignants sont réels** malgré ce que nous rabache les différents gouvernements depuis le ministre PS Claude Allègre en 1997-1998 avec son triste mais célèbre "il faut dégraisser le mammoth". Cette dernière attaque fait écho à une précédente, en date de février 2008, ce même recteur ayant envoyé une lettre à de nouveaux retraités de l'éducation nationale pour leur demander de pallier lse absences à raison de quelques heures par semaines. Elle fait aussi écho au projet, développé par X. Darcos et repris par L. Chatel de créer une "*Agence nationale de remplacement*", véritable boîte d'intérim devant fournir près de 50000 remplaçants par an, une aubaine pour l'intérim aujourd'hui en berne avec la crise...

Les parents d'élèves seront rassurés en apprenant que ces absences ne seront remplacés qu'en cas d'urgence, la validation par les inspecteurs académiques n'intervenant qu'après ! Du côté syndical, c'est le calme plat : Le Snes-Fsu n'a pas réagi et l'UNSA explique que "*le gouvernement ne cesse de minimiser les effets des suppressions de postes sur la qualité de l'enseignement*". Etrangement, la protestation s'arrête ici, sans faire le lien avec la question de l'intégration des IUFM par les universités, sans faire le lien avec la question de la masterisation et sans faire le lien avec la casse du statut fonctionnaire des enseignants ! L'académie de Créteil (Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis et Seine-et-Marne) accueille près d'un million d'élèves et étudiants et quelque 60.000 enseignants du secteur public. Elle constitue la deuxième académie au niveau national en terme d'effectifs. Cette nouvelle attaque n'est pas un point de détail, bien au contraire. Elle signifie clairement que le gouvernement veut accélérer ses attaques, malgré le mouvement historique de mobilisation au printemps dernier. Poursuivons la lutte dans l'unité : Lycéens, Etudiants, Enseignants, Personnels, Parents d'élèves contre la casse et le démantèlement de l'éducation publique !

Non à la masterisation !

Titularisation de l'ensemble des enseignants et des personnels !

Restauration des 80 000 postes supprimés !

Augmentation à hauteur des besoins des places aux concours !

Pour une éducation publique, laïque et gratuite pour tous : Unité !

<http://www.fseul.free.fr>